

Arrêté n° PCICP2026008-0003

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'élargissement du rayon de chalandise de l'unité de valorisation énergétique de la société VALAUBIA implantée sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT-LUC

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2024/1785/UE du 24 avril 2024 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED » et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives, notamment, à l'incinération de déchets (BREF WI) ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-50 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube, sous-préfet de Troyes ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 autorisant la société VALAUBIA à exploiter une unité de valorisation énergétique (UVE) et les installations connexes situées sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023345-0001 du 11 décembre 2023 portant sur l'augmentation de la quantité de déchets autorisée sur l'UVE ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Grand Est (PRPGD) annexé au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Grand Est ;

VU la demande déposée par la société VALAUBIA le 29 août 2025 pour l'élargissement du rayon de chalandise des apports à l'UVE ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 20 octobre 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 20 octobre 2025 ;

VU le courrier recommandé du 20 octobre 2025, avec accusé de réception du 23 octobre 2025, transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société VALAUBIA et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées

VU les observations apportées par la société VALAUBIA dans son courriel du 30 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société a été autorisée par arrêté préfectoral du 27 septembre 2018 à exploiter une usine d'incération située à LA CHAPELLE SAINT-LUC, au titre notamment de la rubrique 3520-a "élimination ou valorisation de déchets non dangereux dans des installations d'incinération de déchets avec une capacité supérieure à 3 t/h" ;

CONSIDÉRANT que la capacité nominale de la ligne autorisée a été fixée réglementairement à 8,25 t/h avec une limite annuelle de 66 000 tonnes de déchets non dangereux (dont 55 000 tonnes d'ordures ménagères, 5 000 tonnes de déchets d'activités économiques non dangereux et 6 000 tonnes par an d'ordures ménagères ou de déchets économiques non dangereux) ;

CONSIDÉRANT le PRPGD susvisé, prescrivant de favoriser le déploiement des filières de valorisation en privilégiant la hiérarchie des modes de traitement, mais également visant à limiter le transport des déchets en distance et en volume ;

CONSIDÉRANT que la demande des apports de déchets occasionnels dans le cadre d'arrêt programmé ou non, ou lors de saturation nécessitant le détournement des tonnages des UVE dans le Grand Est ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'engendre pas d'augmentation de la capacité maximale de traitement du site ;

CONSIDÉRANT que cette modification ne remet pas en cause les conclusions de l'étude des risques sanitaires ni de l'étude des dangers ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, les modifications demandées ne sont pas substantielles ;

CONSIDÉRANT toutefois, qu'il convient de réglementer ces modifications des conditions d'exploitation, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

CHAPITRE 1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société VALAUBIA dont le siège social est situé 11, rue Joseph Marie Jacquard à LA CHAPELLE SAINT-LUC (10 600), est autorisée à exploiter pour son site de LA CHAPELLE SAINT-LUC une unité de valorisation énergétique et des installations connexes détaillées dans les articles suivants, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.1. NATURE ET ORIGINE DES DÉCHETS ADMIS

L'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n°BCEP2018270-0001 du 27 septembre 2018 est modifié comme suit :

« Les seuls déchets admis dans l'installation proviennent de l'ensemble des départements de la région du Grand-est en cas d'arrêts techniques programmés ou non, ou de saturation des unités de valorisation énergétique situées dans le périmètre du Grand-Est.

L'exploitant tient annuellement un registre des apports interdépartementaux, précisant les motifs d'admission et les justifications de conformité au SRADDET. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les déchets provenant du département de l'Aube restent prioritaires sur les déchets extra-départementaux.

Les seuls déchets admis sont les déchets non-dangereux suivants :

- les déchets ménagers et les déchets d'origine commerciale ou artisanale dans la mesure où ils sont collectés conjointement avec les déchets des ménages,
- les déchets d'activités économiques assimilés à des ordures ménagères et les déchets encombrants ou déchets occasionnels issus des déchetteries pré-triés et/ou pré-broyés,

L'établissement est autorisé à incinérer jusqu'à 10 500 t par an de biomasse sortie du statut de déchets constituée de plaquettes de bois. L'incinération de biomasse est réduite aux quantités nécessaires pour assurer la bonne marche des installations en cas de PCI insuffisant dans les déchets. La granulométrie de la biomasse est comprise entre 50 et 200 mm et présente un taux d'humidité de 40 % en moyenne. L'exploitant dispose des documents justifiant les caractéristiques de la biomasse. ».

TITRE 2 NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION

CHAPITRE 2.1 NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société VALAUBIA.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA CHAPELLE SAINT-LUC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché par le maire de LA CHAPELLE SAINT-LUC, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

CHAPITRE 2.2 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de LA CHAPELLE SAINT-LUC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 08 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Franck DORGE

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

3/4

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.